

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 bis rue de la Libération  
BP 70272  
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 27/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCTA**

Le Champ de la mare  
GUILBERVILLE  
50160 TORIGNY LES VILLES

Références : 2022 – 50 - 215  
Code AIOT : 0005305112

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement SCTA implanté Le Champ de la mare GUILBERVILLE 50160 TORIGNY LES VILLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a prévenu la DREAL le 14 octobre 2022 qu'un tir de mines aurait lieu le jeudi 20 octobre 2022 en fin de matinée. Un contrôle inopiné sur la mise en oeuvre des explosifs a été décidé.

A l'arrivée des inspecteurs sur le site, l'exploitant les a informés que le tir était annulé et reporté au lendemain, son prestataire l'ayant prévenu le jour-même qu'il était dans l'incapacité de venir sur le site (l'exploitant a précisé qu'il s'apprêtait à informer la mairie et la DREAL du report du tir). Il a été décidé de procéder à un contrôle documentaire. Une présentation rapide de la carrière et de la zone devant faire l'objet du tir a également été réalisée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCTA
- Le Champ de la mare GUILBERVILLE 50160 TORIGNY LES VILLES
- Code AIOT : 0005305112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière (schistes et grès rouges) du "Champ de la Mare" sur le territoire de la commune de Torgny-les-Villes a été autorisée par un arrêté préfectoral du 17 mars 2006 pour une durée de 30 ans et un tonnage maximal annuel de 350 000 tonnes (production moyenne de 170 000 tonnes/an).

L'article 30.1 de cet arrêté précise que l'extraction des matériaux est réalisée au moyen d'explosifs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en oeuvre d'explosifs

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Règles de mise en œuvre	AM 22/09/1994 art.11.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant de la carrière fait appel à un prestataire unique (AUDRAIN) pour la réalisation des tirs de mines. Les matières actives sont fournies par TITANOBEL.

Le tir prévu le 20 octobre 2022 n'a pas pu être réalisé, le prestataire n'ayant pas été en mesure de se rendre sur le site. Le tir a été reporté au 21 octobre 2022. L'inspection s'est donc focalisée sur les documents relatifs au tir de mines.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Règles de mise en œuvre

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 22/09/1994, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de tir
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir.</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan du précédent tir qui s'est déroulé le 28 février 2022 et qui a été établi par la société AUDRAIN (LIFFRE 35).</p> <p>Le prestataire ayant annulé le jour-même le tir prévu le 20 octobre 2022, l'exploitant de la carrière ne disposait pas du plan de tir lors de la présente inspection. Il a en revanche pu fournir le plan de foration, le contrôle de foration ainsi que le plan de séquence du tir.</p> <p>L'exploitant a également été en mesure de présenter son dossier de prescriptions EXPLOSIFS daté du 5 janvier 2010 et qui comporte l'ensemble des items prévus (conservation, transport, mise en œuvre des produits explosifs, mise à l'abri du personnel, garde des issues pendant le tir, produits explosifs détériorés suspects ou périmés, matériels associés). Il a également présenté la procédure relative au déclenchement d'un tir (intégrée au dossier de prescriptions) ainsi que le plan de prévention relatif au minage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet